



LJAr 15.069 – 2^{ème} lecture à la CAJ-N

Dans le cadre des travaux en 2^{ème} lecture de la LJAr à la CAJ-N, la coalition « Pour la protection des joueurs » souhaite sensibiliser les parlementaires sur un point précis, tout à fait déterminant. L'art 74, tel qu'adopté en première lecture par le Conseil national, doit impérativement être maintenu pour conserver les acquis de la législation actuelle.

Art. 74 : Programme de mesures sociales (al., 1bis et 2)

Proposition du Conseil national (refusée par les Etats en 2eme lecture)

1bis Pour l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des mesures, ils collaborent avec une institution de prévention de la dépendance et une institution thérapeutique.

2 A ces mêmes fins, ils peuvent collaborer notamment avec:

- a. les autorités d'exécution compétentes;*
- b. d'autres maisons de jeu ou d'autres exploitants de jeux de grande envergure;*
- c. des chercheurs;*
- d. des services sociaux.*

Recommandation de la Coalition :

➔ **Maintenir la proposition adoptée par le Conseil national en première lecture**

Collaboration entre l'industrie du jeu et les professionnels du social et de la santé (Art. 74)

En refusant la commission indépendante d'experts et le financement, en faveur des cantons, des activités de prévention, le Parlement a choisi de remettre entre les mains des opérateurs la responsabilité de protéger les joueurs contre le jeu excessif. La LJAr prévoit donc d'imposer à tous les opérateurs la mise en place d'un programme de mesures sociales. Si cette disposition vient combler un manque en la matière, cette collaboration ne peut s'avérer efficace que si elle est soutenue par une relation contraignante avec des experts du domaine.

L'apport d'experts du jeu excessif pour soutenir la construction et le suivi de programmes de mesures sociales est donc indispensable. C'est la garantie d'intégrer les connaissances scientifiques dans la pratique et de répondre de façon harmonisée et efficace aux problèmes sociétaux liés à la dépendance au jeu.

La proposition du Conseil national va dans ce sens, raison pour laquelle nous vous invitons à la soutenir également.